

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS BLANDIN SA

Le Chemin de Vitry (ZI 114), Le moulinet (ZL32)
51300 Reims-la-Brûlée

Références : D1 c 2025 696
Code AIOT : 0003012243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS BLANDIN SA implanté Le Chemin de Vitry (ZI 114), Le moulinet (ZL32) 51300 Reims-la-Brûlée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur les déchets inertes mis en œuvre dans le cadre de la remise en état des carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS BLANDIN SA
- Le Chemin de Vitry (ZI 114), Le moulinet (ZL32) 51300 Reims-la-Brûlée
- Code AIOT : 0003012243

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR du 21 décembre 2017 modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2018-AOC-41-IC du 23 avril 2018 et n°2024-APC-037-IC du 19 mars 2024.

L'autorisation porte sur la rubrique 2510-1. L'activité relevant de la rubrique 2517-3 est également en cours sur le site. La station de traitement des matériaux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2515-1, initialement prévue sur le site n'a jamais été mise en place.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
4	Justification du caractère inerte	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Registre et plan de remblayage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
3	Justification de la non-dangereux	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Sans objet
5	Absence de matériaux interdits	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II	Sans objet
6	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 25	Sans objet
9	Battement de la nappe	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tous les déchets inertes utilisés dans le cadre des opérations de remblayage sur la carrière de Reims la Brulée font l'objet d'analyses visant à vérifier leur conformité au regard des seuils relatifs aux paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Les analyses sont annexées aux documents d'acceptation préalable (DAP).

Les DAP sont établis pour des périodes de 6 mois, les registres regroupant les informations propres aux déchets et à leur localisation sur le site sont également établis pour des périodes de 6 mois.

Néanmoins, sur les bons de transport, ni les codes déchets, ni les numéros de DAP ne sont précisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.
Constats : L'exploitant a décrit à l'inspection la procédure d'acceptation préalable des déchets extérieurs. Le producteur de déchets effectue une demande d'acceptation préalable contenant notamment la quantité, le code déchet, et l'origine des déchets. Il est à noter que dans le cadre de cette demande, le producteur des déchets doit joindre les résultats du test de lixiviation sur les paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les carrières. Le DAP validé, les résultats d'analyses sont archivés. L'exploitant indique à l'inspection que la durée de validité du DAP est de 6 mois. A l'issue de cette période, le producteur de déchet doit refaire une nouvelle demande avec de nouvelles analyses.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que lors des opérations de chargement des déchets inertes, un bon de transport (lettre de voiture) est émis. il comporte les indications sur la nature du déchet, la provenance, le producteur, le destinataire, la date, le n°immatriculation du camion ainsi que le chauffeur.</p> <p>Le service de l'inspection a procédé à un contrôle de plusieurs bordereaux par échantillonnage et constate que le code déchet, le n° de DAP, le tonnage et les signatures sont régulièrement absentes.</p> <p>Ces mentions doivent également apparaître sur les bordereaux de suivi.</p> <p>Ensuite, l'exploitant explique à l'inspection que lorsque le camion arrive sur site, le bordereau de suivi est vérifié et le camion peut alors partir sur la zone en cours de remblayage.</p> <p>Les remblais sont réceptionnés sur une plateforme dédiée. Une personne est systématiquement présente afin de réaliser le contrôle visuel du déchargement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le service de l'inspection demande à l'exploitant de compléter ses bordereaux de suivi avec, le code et la nature du déchet, la référence de la DAP, et le tonnage. Par ailleurs ces lettres de voiture doivent également être signées par les différents intervenants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Justification de la non-dangereosité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Chaque DAP présentée comporte une liste de codes déchets correspondant à des déchets inertes qui pourraient potentiellement être réceptionnés sur les sites, les codes déchets 17 06 05, 17 05 03 et 17 06 05 ne sont pas mentionnés sur cette liste.</p> <p>Le service de l'inspection a procédé à une vérification par échantillonnage de plusieurs DAP. Il</p>

apparaît que seuls les codes des déchets de l'annexe I de l'AM du 12/12/2014 sont susceptibles d'être acceptés. Les codes déchets 17 06 05, 17 05 03 et 17 06 05 ne sont pas mentionnés sur cette liste.

Par ailleurs, sur les DAP observés, seul le code déchet 17 01 07 "mélanges de béton, tuiles et céramiques" est présent avec en annexe le résultat du test de lixiviation, justifiant du caractère non dangereux.

Selon l'exploitant les déchets inertes mis en œuvre sur ses sites relèvent uniquement des codes déchets 17 01 07 et 17 05 04.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Justification du caractère inerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets

Prescription contrôlée :

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Constats :

Chaque DAP présenté comportait une liste de codes déchets correspondant à des déchets inertes qui pourraient potentiellement être réceptionnés sur les sites, les codes déchets 17 05 04 et 17 03 02 apparaissent dans cette liste.

Selon l'exploitant les déchets inertes mis en œuvre sur ses sites relèvent uniquement des codes déchets 17 01 07 et 17 05 04. Ils sont analysés avant acceptation. Le caractère inerte est vérifié par le code déchet et complété par les résultats des tests de lixiviation.

Néanmoins, le bordereau de suivi, avec son absence de code déchet et de rattachement à un DAP, ne permet pas d'assurer la nature exacte du déchet au regard de la DAP. En effet, seuls le producteur de déchet et l'origine sont indiqués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de justifier que chaque chargement auprès du producteur de déchets, le contenu du camion répond au code déchet pour lequel un DAP a été signé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Absence de matériaux interdits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II

Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

Constats :

Chaque DAP présenté comportait une liste de codes déchets correspondant à des déchets inertes qui pourraient potentiellement être réceptionnés sur les sites.

Cette liste correspond aux déchets inertes de l'annexe I de l'AM du 12/12/2014.

Selon l'exploitant les déchets inertes mis en œuvre sur ses sites relèvent uniquement des codes déchets 17 01 07 et 17 05 04 et sont analysés avant acceptation. Leur conformité est vérifiée dans le cadre de ces analyses.

Par ailleurs, le service de l'inspection n'a pas constaté visuellement des déchets autres que les 17 01 07 et 17 05 04.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant:

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET;
- l'origine des déchets;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

<p>Constats :</p> <p>Les documents d'acceptation préalables (DAP) des déchets inertes mis-en-œuvre sur le site de Reims-la-Brûlées ainsi que les registres et les plans de localisation des déchets inertes mis en œuvre dans le cadre des opérations de remblayage du 1^{er} semestre 2025 ont été présentés. Les DAP font état des informations concernant l'origine des déchets inertes (producteur, localisation du site de production), l'identification des déchets (description, code déchet), les quantités, les analyses réalisées, les engagements du producteur ainsi que sa signature et la date de la décision et de signature du responsable du site de réception (Blandin) Les rapports d'analyse des déblais inertes sont annexés aux DAP Les DAP sont renouvelés tous les 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Registre et plan de remblayage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets inertes mis en œuvre au 1^{er} semestre 2025 sur le site de Reims la Brûlée dans le cadre des opérations de remblayage a été présenté. Il comprend les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le producteur ; - l'origine des déchets (producteur et localisation du site) ; - le numéro de DAP ; - le transporteur ; - la quantité ; - le casier de localisation des déchets. <p>Il est à noter que le registre renseigne également sur l'existence de résultats d'analyses des tests</p>

de lixiviation.

Néanmoins, le code déchet ainsi que la référence du bordereau de suivi (lettre de voiture) sont absents des registres.

Le plan des remblayages a été présenté à l'inspection. Les casiers de localisation de remblayage sont numérotés de 1 à 14. L'exploitant peut identifier facilement la relation casier / producteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de compléter son registre des apports de déchets extérieurs avec le code du déchet et le bordereau de suivi (lettre de voiture)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

3 piézomètres de contrôle des eaux souterraines sont implantés conformément au plan en annexe IV du présent arrêté afin de mesurer l'impact éventuel de l'exploitation sur la piézométrie et sur la qualité des eaux souterraines.

Un bilan des niveaux piézométriques et de la qualité des eaux est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière et transmis à l'inspection des installations classées.

Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé deux fois par an, l'un en période dite de « basses eaux » et le suivant en période dite de « hautes eaux », à raison d'un contrôle dans le plan d'eau en exploitation et d'un contrôle dans les piézomètres installés. Un rapport annuel des résultats des analyses est transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 avril N+1. Les résultats de l'auto surveillance, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé sur les paramètres suivants : pH, conductivité, MEST, DCO, DBO5, métaux lourds totaux et hydrocarbures totaux.

Constats :

L'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-AU-26-CARR du 21 décembre 2017 fait état de 3 piézomètres (Pz1 amont, Pz2 et Pz3 aval). L'analyse des eaux souterraines est réalisée sur des prélèvements issus de chacun des piézomètres. Le dernier rapport d'analyse a été présenté. Il était daté du 10 mars 2025.

Selon le rapport, la nappe d'eau ne présente aucune anomalie vis à vis des teneurs en hydrocarbures. Les résultats sur les paramètres DCO, et métaux lourds sont inférieurs aux valeurs seuils de l'annexe II de l'AM du 17/12/2008, garantissant la non dégradation des masses d'eau souterraines.

Par ailleurs, suite à l'extension de la carrière (AP d'autorisation n°2024-APC-037-IC du 19 mars 2024), l'exploitant a mis en place un nouveau piézomètre (Pz4).

Ce piézomètre est situé à l'aval hydraulique de l'extension de la carrière. Il permettra de mesurer l'impact de l'ensemble de la carrière (y compris de l'extension) sur la qualité des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Battement de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Battement de la nappe
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de respecter les critères de remise en état de la carrière en fin d'exploitation, l'exploitant détermine, chaque année, les variations du niveau de la nappe entre la période de basses eaux et de hautes eaux pendant la durée d'exploitation de la carrière. Les résultats obtenus permettent notamment de déterminer le niveau de réalisation des prairies humides.</p> <p>Les relevés effectués sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant la durée d'exploitation et seront joints au mémoire de remise en état lors de la cessation définitive d'activité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les mois, l'exploitant procède aux relevés des niveaux d'eau sur l'ensemble des piézomètres y compris sur le piézomètre mis en place à l'aval de la zone d'extension (Pz4).</p> <p>Le tableau des relevés mensuels des niveaux d'eau sur les quatre piézomètres pour le 1er semestre 2025 a été présenté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite